

LES PORTS

L'ENTRETIEN DES PORTS POUR PETITES EMBARCATIONS—LE FINANCEMENT FÉDÉRAL

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. La semaine dernière, le ministre a annoncé que 270 000 \$ seraient consacrés au prolongement de la jetée à Torbay, à Terre-Neuve. Il ne fait aucun doute que ces travaux s'imposent, car les ports pour petits bateaux sont dans un état lamentable dans tout le Canada, et en particulier à Terre-Neuve.

Comme le ministre semble plus heureux dans ses demandes de fonds que le ministre des Pêches, pourrait-il accélérer l'adoption par les ministres du projet de financement des ports pour petits bateaux qui est bloqué au Cabinet depuis au moins trois mois?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, cela ne plaira pas au député, mais le projet des ports pour petites embarcations a été réglé de façon très positive. Le tout sera annoncé en temps et lieu. Il sera annoncé en plus d'un lieu. Il sera annoncé dans une foule d'endroits, dans une multitude de ports. D'un océan à l'autre, on annoncera le programme des ports pour petits bateaux.

En fait, je me propose justement d'annoncer demain que l'on va consacrer 900 000 \$ à la réparation de la jetée principale, à St. Bride's, dans la circonscription de Saint-Jean—Ouest, à Terre-Neuve, qui a été fort endommagée par les tempêtes de l'hiver dernier. Ce n'est là que le premier d'une série de travaux qui seront annoncés.

Des voix: Bravo!

M. Manly: Monsieur le Président, nous nous réjouissons de l'annonce de ces travaux. J'espère que le gouvernement n'aura pas à consacrer davantage d'argent aux relations publiques qu'aux ouvrages eux-mêmes.

LES CRÉDITS AUTORISÉS

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, les fonctionnaires du ministère ont déclaré qu'à moins que le financement actuel ne soit majoré à 120 millions de dollars par an, au lieu des 48,5 millions actuels, 150 ports pour petites embarcations devront fermer d'un bout à l'autre du Canada durant les cinq prochaines années, dont 47 à Terre-Neuve seulement.

Le ministre peut-il assurer à la Chambre et aux localités canadiennes que le financement sera suffisant pour l'entretien de tous les ports pour petites embarcations et que ces localités ne perdront pas leurs installations portuaires?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le président, je m'empresse de remercier et de féliciter mon collègue, le ministre des Pêches et des Océans, qui n'est pas ici aujourd'hui et qui est trop timide et effacé pour s'attribuer le mérite de l'énorme travail qu'il a accompli en faveur des pêcheurs, des ports et des installations portuaires du Canada.

Je peux promettre au député que, sans qu'il y soit pour rien, un excellent programme sera mis sur pied pour améliorer les ports et les installations portuaires au Canada.

Questions orales

Le député n'est pas mieux renseigné que son candidat dans Saint-Jean-Est qui a comparu devant un comité sénatorial l'autre jour et qui ignorait qu'une somme de 40 millions de dollars sera consacrée à la recherche sur les médicaments à l'Université Memorial à Terre-Neuve quand notre nouveau projet de loi sera adopté à la Chambre. Il est aussi bien renseigné que ce candidat qui sera battu à plate couture dans cette circonscription.

* * *

[Français]

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

L'ANNONCE DE LA FERMETURE D'UN CENTRE DE LA GM À MONTRÉAL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Le 31 mars 1987, le gouvernement fédéral et celui du Québec ont accordé un prêt de 220 millions de dollars sans intérêt pendant 30 ans à la compagnie General Motors. Ce cadeau de plus de 600 millions de dollars après 30 ans a été accordé à la condition qu'il n'y ait pas de perte d'emploi chez GM au Québec. Ce matin, on apprend que la compagnie GM va fermer son centre de camionnage à Montréal, ce qui fait une perte de 131 emplois à Montréal. Qu'est-ce que le gouvernement est prêt à faire pour empêcher la fermeture de ce centre de camionnage de GM à Montréal ainsi que pour protéger les 131 emplois existant depuis 25 ans au moins et ce qui met en danger les familles de ces employés?

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je pense que mon collègue sait très bien que certains secteurs d'industrie, particulièrement le secteur de l'industrie automobile, font face à certaines difficultés, difficultés de concurrence sur un plan international, et, de ce fait, des décisions rationnelles doivent être prises comme celles que nous devons malheureusement vivre dans le cas de la GM à Sainte-Thérèse. J'ai assuré la compagnie et je désire assurer mon collègue de notre préoccupation dans ce dossier et de notre intention d'examiner soigneusement comment le gouvernement peut porter assistance encore une fois à ces travailleurs. Et encore une fois, je voudrais souligner, monsieur le Président, que le gouvernement a depuis septembre 1984 créé de nombreuses opportunités et je pense que l'essentiel de notre aide à la GM à Sainte-Thérèse concrétise la sensibilité du gouvernement, non seulement à maintenir les emplois, mais également à créer de nouvelles opportunités, non seulement au Québec, mais à la grandeur du Canada.

LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES RÉGIONS—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, bien sûr que la petite entreprise, avec 220 millions de dollars de prêts sans intérêt pendant trente ans, aurait créé plus d'emplois que cela.